

La crise du travail est aussi celle de la démocratie

« **N**OUS AVONS CHACUN LE DROIT DE REPRÉSENTER LA FRANCE *qui travaille* », s'insurgeait Valéry Giscard d'Estaing face à François Mitterrand dans leur premier débat pour la présidentielle de 1974. A distance, ces mots mettent en relief le front inversé d'aujourd'hui, où c'est plutôt à la gauche de tenter de récupérer un discours capté par la droite et, de plus en plus, par l'extrême droite. D'élection en élection, la sociologie électorale rappelle cruellement le manque de crédibilité des partis de gauche auprès des nombreuses couches sociales qui, naguère, avaient placé en eux leurs espoirs. Cet éloignement progressif n'est pas le fruit du hasard, il témoigne de décennies de déceptions et de promesses non tenues, de toutes ces postures gratuites dont la gauche française connaît le secret... Pour relativiser, rappelons-nous cependant que les causes et les effets sont à peu près les mêmes partout, comme en témoigne la seconde victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines. La crise du travail n'est pas étrangère à la montée des populismes qui transforme peu à peu le paysage démocratique en Europe et au-delà.

Il ne suffira pas de mieux « communiquer » avec les classes laborieuses et les perdants de la mondialisation pour inverser ces tendances de fond. C'est l'économie tout entière qui a été réorganisée pendant plus de trente ans de mondialisation, produisant des gagnants et des perdants, vidant la France d'une bonne partie



de son tissu productif au motif d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, et faisant du coût du travail la variable d'ajustement. L'État social s'est développé en parallèle pour corriger en partie les effets de ces transformations et protéger contre les risques sociaux. Mais il est sous pression constante, financière et idéologique, illustrée par la rhétorique qui n'a de cesse d'opposer les « lève-tôt » et les « assistés », ceux qui travaillent et les autres.

Les contributions à ce numéro proposent une double réponse : rendre plus visibles les mutations du travail et les mécanismes de valorisation et dévalorisation des différents métiers et, sur cette base, chercher à mieux articuler les intérêts des catégories « perdantes ». Le moment est propice pour rebattre les cartes, car l'ère de la mondialisation libérale s'achève ; l'Europe veut se réindustrialiser et protéger son économie, comme le font les autres puissances mondiales. L'avenir dira si la gauche française et européenne saisira l'occasion pour proposer un programme économique renouvelé.

Dans l'article qui ouvre le dossier, Dominique Méda revient sur l'histoire longue de ce débat politique et intellectuel autour de la place du travail, débat auquel elle contribue elle-même depuis les années 1990. Les annonces de la « fin du travail », ou plus précisément de la société fondée sur le travail, ont été nombreuses à gauche dans les années 1980-1990. Or c'est tout le contraire qui s'est produit ensuite. Les conditions de travail se sont dégradées pour de nombreuses catégories de Français, mais ceux-ci accordent toujours une très grande importance au travail, et ils ne travaillent pas moins que les autres.

Inégalités invisibilisées

Les mutations concrètes du travail, Franck Daout les observe à l'échelle des entreprises et du dialogue social. Dans l'industrie notamment, la dégradation des conditions de travail produit une perte de sens chez les travailleurs mais finit aussi par menacer la viabilité des entreprises. Certains partenaires sociaux tentent d'y répondre, par exemple en instaurant un « dialogue professionnel » dont parle la nouvelle convention collective de la métallurgie. Les réalités varient naturellement d'une entreprise à une autre, mais globalement les marges de manœuvre du dialogue social restent limitées face aux contraintes économiques : pression financière, concurrence internationale, centres de décision éloignés du terrain... Il faut aussi de la politique.

Brigitte Grésy aborde un autre aspect structurel des inégalités sur le marché du travail, celles entre les femmes et les hommes. Pour les atténuer, les politiques publiques proposent des mesures quantitatives telles que des quotas ou des congés familiaux supplémentaires, ou encore des outils de transparence comme l'index de l'égalité professionnelle. Ce qui manque, c'est une réflexion critique sur les critères sous-jacents à la valorisation des emplois. L'autrice propose d'y introduire celui du « *care* professionnel », à la fois dans le droit du travail et dans la négociation collective, pour mettre en lumière des aspects actuellement invisibles. Mathilde Guergoat-Larivière prolonge ces analyses sur le plan des métiers « verts », ceux dont nous avons besoin pour mener la transition écologique de l'économie. Elle montre que ces métiers offrent actuellement des conditions de travail et des protections inférieures aux métiers classiques, notamment dans les catégories non-cadres : les techniciens, les employés et les ouvriers. Les enjeux de la transition convergent ici avec le besoin plus général d'augmenter l'attractivité de nombreux emplois.

Bref, la gauche a besoin de réinventer son programme économique en visant explicitement les intérêts des classes populaires. La chose n'est certes pas aisée en pratique, comme le montre Fanny Lederlin dans son étude du cas François Ruffin, l'homme politique de gauche qui articule plus fortement que d'autres l'ambition de renouer avec les classes populaires. La radicalité de Ruffin est affirmée mais vague, et étonnamment classique, se résumant à réclamer un meilleur partage de la valeur et la démocratie sociale, mais la transformation écologique du travail y est par exemple peu présente.

Last but not least, quelles sont les conditions macroéconomiques d'une politique qui voudrait revaloriser les métiers dévalorisés et s'adresser aux classes populaires ? C'est la question posée par Xavier Timbeau, pour qui la stagnation des salaires est le frein principal : une évolution plus dynamique des revenus à l'échelle agrégée permettrait aussi une politique salariale plus active, visant à réduire les écarts existants. Pour cela, il propose un mix macroéconomique fondé sur des politiques fiscales et une politique de l'offre différentes de celles que nous avons vues sous la présidence d'Emmanuel Macron. ■

**LA GAUCHE A BESOIN DE RÉINVENTER
SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE EN
VISANT EXPLICITEMENT LES INTÉRÊTS
DES CLASSES POPULAIRES**